

L'HFR en plein chaos

Communiqué de presse

25 avril 2018

L'Hôpital Fribourgeois va mal. On le savait. Les comptes présentés ce matin ne font que confirmer la situation. Les associations de personnel membres de la FEDE tirent la sonnette d'alarme depuis plusieurs années, mais le navire HFR continue à dériver.

Il est urgent de convoquer les Etats généraux de l'HFR et de mettre tout le monde – Conseil d'administration, Conseil d'Etat et personnel – autour de la même table. La rhétorique du Conseil d'administration est une moquerie intellectuelle. L'Hôpital réalise des pertes, dit-il, il faut donc couper dans la masse salariale.

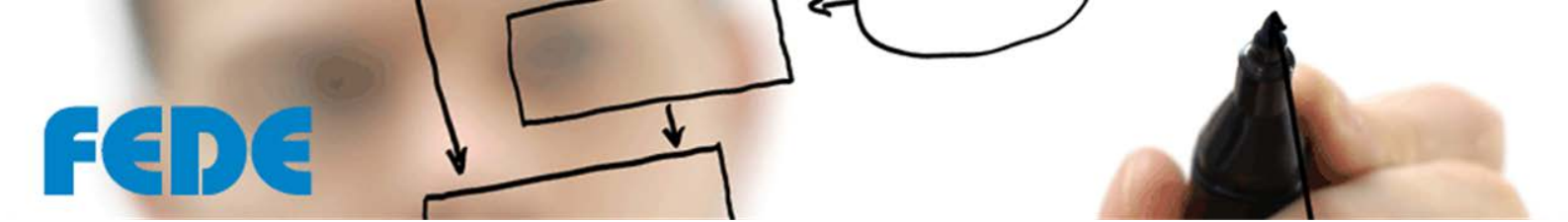
La vérité est bien sûr tout autre : l'Hôpital est aujourd'hui géré de manière complètement aléatoire. Et, par pur paresse, matinée d'inconséquence, le Conseil d'administration préférerait couper les salaires plutôt que de procéder à une analyse du fonctionnement de l'institution. Une sortie de la LPers ne résoudra rien des difficultés actuelles : elle fragiliserait au contraire encore un peu plus l'institution.

La coupe des salaires sans engagements supplémentaires significatifs sera assurément contre-productive, car elle amènera à une fuite du personnel compétent et à des difficultés de recrutement supplémentaires. De plus, la réduction des coûts atteinte sera insuffisante et de proportion moindre que la part du déficit due aux dysfonctionnements organisationnels et structurels. L'HFR est d'ores et déjà moins bien doté en personnel soignant et médecins que la moyenne suisse. Une péjoration des conditions de travail compliquera l'amorce d'une spirale positive nécessaire à la pérennité de l'HFR.

Donc affirmer que la survie de l'HFR dépend uniquement de la possibilité de couper les salaires est une vision simpliste et distortue de la réalité qui conduira l'HFR à perdre définitivement le lien de confiance avec les collaborateurs, à engendrer des remous supplémentaires et, en conséquence, à aggraver encore plus la situation de l'HFR.

Les employés de l'HFR ont au contraire besoin d'un statut stable, comme les autres collaboratrices et collaborateurs des services publics. Il en va de la santé, de l'éducation et la sécurité de la population fribourgeoise.

Les syndicats et les associations membres de la FEDE réclament depuis de nombreuses années qu'on prenne le problème au sérieux, en réunissant tous les acteurs concernés pour trouver des solutions. A l'opposé, le Conseil d'administration



continue à travailler seul dans son coin, dans une culture du secret: on vient par exemple d'apprendre que les personnes chargées de réorganiser certains services avaient reçu l'ordre du Conseil d'administration de garder les travaux confidentiels et de ne pas entrer en contact avec les services concernés. On croit rêver.

Le Conseil d'administration et son président portent une grosse responsabilité dans l'inertie du système. Ce style de management autoritaire avec la conviction d'avoir toujours raison s'avère être totalement dépassé, voire suicidaire pour l'HFR. Ça ne peut plus continuer comme ça. Car avec cette politique incompréhensible, le Conseil d'administration a fait perdre trois ans à l'HFR. C'est comme s'il s'ingéniait à ne pas prendre les bonnes décisions pour que la situation empire afin de justifier son obsession de sortir le personnel de la LPers.

Maintenant, nous exigeons que le Conseil d'administration, le Conseil d'Etat et les associations qui représentent le personnel puisse se réunir dans les meilleurs délais. Dans le cas contraire, le Conseil d'administration devra assumer qu'il a volontairement laissé l'Hôpital fribourgeois aller dans le mur.

Quant aux chiffres avancés, tant pour les comptes que pour justifier une sortie de la LPers, comment les prendre au sérieux ? Nous contestons les chiffres du rapport sur la sortie de la LPers et nous n'avons pas confiance aux chiffres avancés ce matin dans la conférence de presse. L'hôpital connaît de gros problèmes dans sa facturation et il est aujourd'hui dépourvu de directeur financier. La liste des dysfonctionnements dans le management de l'hôpital est longue comme un jour sans pain.

Aujourd'hui, la balle est dans le camp du Conseil d'Etat. Il doit lui aussi enfin assumer ses responsabilités. Il ne peut plus se cacher derrière le discours de l'«acheteur de prestations» – il faut par exemple savoir qu'une grande partie des hospitalisations inutiles sont dues à un manque de place dans les EMS.

Le Conseil d'Etat doit intervenir au niveau politique pour adapter le cadre législatif actuel, qui conduit tous les hôpitaux, ou presque, dans les chiffres rouges. C'est lui qui assume la responsabilité politique de la santé envers la population de ce canton. De plus, il a nommé le Conseil d'administration. Il est donc urgent qu'il reprenne la main dans ce dossier et assume un financement qui permette à l'hôpital de continuer à offrir des prestations de qualité. Il est temps de retrouver, tous ensemble, une vision pour notre hôpital PUBLIC.

Les associations de personnel membres de la FEDE et le SSP appellent les employés du secteur public et parapublic ainsi que les défenseurs du service public à participer au cortège du 1^{er} mai pour rappeler au Conseil d'Etat leur attachement à la qualité et à la sécurité des prestations publiques, qui passent par un maintien de toutes les collaboratrices et de tous les collaborateurs de l'Etat dans la Loi sur le personnel (Lpers).

Contact : Bernard Fragnière, Président de la FEDE, 079-707 18 39, bfragniere@fedech